

Le Premier ministre centrafricain condamne les déclarations sur une possible partition du pays

Par RFI - lundi 23 décembre 2013 à 22:53



Nicolas Tiangaye, Premier ministre centrafricain à la tribune de l'ONU, le 26 septembre 2013.
REUTERS/Justin Lane

Nicolas Tiangaye, Premier ministre centrafricain :

« Le chef de l'Etat et le gouvernement d'union nationale de transition condamnent énergiquement et avec la plus grande fermeté ces propos irresponsables, scandaleux et suicidaires au regard de la République centrafricaine une et indivisible. »

Le Premier ministre Nicolas Tiangaye a condamné, ce lundi 23 décembre, *« avec la plus grande fermeté »* les déclarations, dimanche, du conseiller du président Djotodia qui menaçait d'une possible partition du pays. Il faudra *« diviser le pays en deux : nous rentrons au nord et ceux qui veulent rester au sud restent au sud, pour qu'il y ait la paix »*, a déclaré l'ancien chef rebelle de la Seleka nommé la semaine dernière conseiller à la présidence. Des propos que le Premier ministre de la transition a qualifié d'extrémistes lors d'une conférence de presse.

Une condamnation ferme mais pour l'instant il est *« prématuré de parler de sanctions contre Abakar Sabone »*, a également expliqué le Premier ministre lors de sa conférence de presse. Même gêne du côté de la présidence. *« C'est un problème secondaire »*, explique Guy Simplicie Kodegue, porte-parole de Michel Djotodia qui insiste sur l'importance de la condamnation verbale même si, ajoute-t-il, *« on comprend bien la colère d'Abakar Sabone. »*

Selon un diplomate africain en poste dans la région, ce n'est pas la première fois que des chefs de la Seleka parlent de partition et menacent de repartir dans le nord s'ils continuent d'être visés ou dénigrés par la communauté internationale. *« C'est leur sentiment profond depuis leur accession au pouvoir. Ils considèrent aujourd'hui que leurs adversaires, les anti-balakas, sont favorisés par les pays occidentaux et notamment par la France »*, estime ce diplomate.

« Ces propos sécessionnistes n'engagent que leur auteur », a lancé Nicolas Tiangaye. Cependant, Abakar Sabone les a tenus devant au moins un autre officiel de renom et membre influent de la Seleka, Nourredine Adam. Une présence très remarquée.

Par conséquent, malgré les condamnations, de nombreux observateurs centrafricains comme étrangers restent circonspects, avec une question : pourquoi le président Djotodia, qui est aussi le chef de la Seleka, ne s'est-il toujours pas exprimé ?

Des soldats tchadiens tirent sur des manifestants à Bangui

Publié le 23-12-2013 à 16h00 - Mis à jour à 21h50



Evacuation d'un blessé à Bangui. Des soldats tchadiens de la Misca ont ouvert le feu lundi sur des manifestants protestant contre leur présence à Bangui, tuant une personne et en blessant plusieurs autres. /Photo prise le 23 décembre 2013/REUTERS/Andreea Campeanu (c) Reuters

par Paul-Marin Ngoupana

BANGUI (Reuters) - Des soldats tchadiens, appartenant à la Mission de l'Union africaine en Centrafrique (Misca), ont ouvert le feu lundi sur des manifestants qui protestaient contre leur présence à Bangui, alors que neuf personnes ont été tuées au cours de violences entre communautés religieuses.

Selon des manifestants, les tirs tchadiens ont tué une personne et en ont blessé plusieurs autres. Un officier de la Misca a confirmé des heurts entre le contingent tchadien et des manifestants aux abords de l'aéroport, sans pouvoir confirmer le bilan d'un mort ou fournir de plus amples précisions.

Ces violences témoignent d'une montée des tensions dans la capitale, où des heurts sporadiques continuent à opposer les anciens rebelles de la Séléka, majoritairement musulmans comme les forces tchadiennes, et des milices d'auto-défense dite anti-balaka, qui sont chrétiennes comme la majorité des habitants.

Un responsable de la Croix-Rouge a rapporté qu'au moins neuf cadavres avaient été récupérés lundi dans les rues de la ville.

Une partie des Banguissois accusent les militaires tchadiens de prendre le parti de la Séléka, qui a pris le pouvoir par les armes en mars et déclenché ainsi une vague de pillages et de meurtres. Une bonne partie des éléments de la Séléka proviennent du Tchad ou du Soudan voisins.

Un porte-parole de l'ONG Médecins Sans Frontières a fait état d'une quarantaine de personnes soignées lundi pour des blessures au centre médical de MSF installé à l'aéroport. La plupart des personnes soignées ont été en fait victimes de bousculades et de mouvements de panique.

Ce porte-parole, Martin Searle, a précisé qu'une des personnes soignées avait été blessée par balle. Trois autres ont été grièvement blessées après avoir été heurtées par un véhicule. D'après des manifestants, les militaires tchadiens ont foncé sur la foule après avoir reçu des jets de pierres.

En mars déjà, le contingent tchadien avait été accusé d'être resté passif pour permettre aux éléments de la Séléka de renverser le président élu François Bozizé, un chrétien, et d'installer à la présidence de la RCA Michel Djotodia, l'un des leurs, de confession musulmane.

PONT AERIEN TCHADIEN

"Pas de Tchadiens à Bangui !", scandait la foule lundi tandis que d'autres manifestants arboraient des pancartes disant "Non à l'armée tchadienne".

Le gouvernement de N'Djamena, dont les troupes font partie des près de 4.000 hommes de la Misca chargés, avec le contingent français "Sangaris", d'imposer la paix et la sécurité en RCA, a lancé samedi un pont aérien pour rapatrier ses ressortissants de l'aéroport de Bangui.

D'après des responsables tchadiens, un demi-millier de Tchadiens, qui se heurtent au ressentiment d'une bonne partie des Centrafricains, ont déjà regagné leur pays.

Les effectifs de la Misca, qui opère à Bangui, comme les militaires français, en vertu d'un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, devraient passer à 6.000 soldats d'ici janvier.

Bon nombre d'analystes soulignent toutefois leur manque d'efficacité qui pourrait obliger l'Onu à déployer une mission de maintien de la paix en bonne et due forme. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, prépare, dit-on, une proposition en ce sens.

Lundi, le Premier ministre centrafricain, Nicolas Tiangaye, a tenu une conférence de presse pour confirmer le soutien de son gouvernement au déploiement des troupes françaises.

La veille, un conseiller du président intérimaire Michel Djotodia s'était prononcé pour un départ des Français, accusés dimanche par des manifestants de ne désarmer que les Séléka et de laisser les musulmans exposés aux représailles des milices d'autodéfense chrétiennes "anti-balaka".

A Kinshasa, le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a annoncé samedi son intention d'envoyer 850 fantassins rejoindre les rangs d'une mission de maintien de la paix en RCA.

Lundi, l'Union européenne a annoncé un embargo sur les exportations d'armes et l'interdiction de l'envoi de mercenaires à destination de la Centrafrique, s'alignant sur une décision similaire prise par le Conseil de sécurité. Ces mesures entrent en vigueur mardi.

Jean-Loup Fiévet et Julien Dury pour le service français